

LE LAB POLITIQUE & OPINION

 www.spirales.eu

Municipales 2026

LE LAB POLITIQUE & OPINION

Une nouvelle version du
clivage gauche-droite ?



Municipales 2026

LE LAB POLITIQUE & OPINION



**Un clivage
radicalisé ?**

**Des
empêchements**

Municipales 2026

LE LAB POLITIQUE & OPINION



**The loudest
voice**

**Tensions
existentielles**

Municipales 2026

LE LAB POLITIQUE & OPINION



**Des plafonds de
verre**

**Un vote
frontière**

Municipales 2026

LE LAB POLITIQUE & OPINION



HORIZONS



Municipales 2026

LE LAB POLITIQUE & OPINION



Municipales 2026

LE LAB POLITIQUE & OPINION

La théorie des
empêchements



Municipales 2026

LE LAB POLITIQUE & OPINION

Une nouvelle version du
clivage gauche-droite ?



Un clivage gauche-droite presque reconstitué... sous polarité ?

Les municipales 2026 signent peut-être un retour du clivage gauche-droite — mais un retour chargé en polarité, et seulement partiellement stabilisé. Après la parenthèse macroniste, qui visait à enjamber cet axe, le paysage politique retrouve une forme de tension entre deux pôles. Mais cet équilibre demeure travaillé de l'intérieur, traversé par des lignes plus idéologiques.

Une bipolarisation en voie de reconstitution ?

À bien des égards, le clivage gauche-droite semble de nouveau opérant. Le bloc central s'est nettement

déplacé vers un centre droit, notamment via ses alliances récurrentes avec LR. Dans le même temps, la droite classique et ses extensions (UDR, dynamiques locales, droites recomposées) évoluent dans un même espace politique. Reconquête cherche explicitement à s'inscrire dans ce camp de droite, sans ambiguïté. Le système retrouve ainsi une structuration relativement lisible.

Une polarisation interne des blocs

Mais ce retour ne se fait pas à l'identique. Chaque camp est désormais tiré, voire challengé, par ses marges : à gauche, la gauche radicale cherche à s'imposer dans des territoires déjà ancrés à gauche, en reconfigurant les équilibres internes ; à droite, la concurrence s'intensifie entre droites, de la droite classique à ses formes les plus radicalisées. Le clivage se recompose ainsi moins par affrontement frontal que par intensification interne.

Le RN : perturbateur du schéma

C'est ici que le modèle se complexifie. Car si l'essentiel du système tend vers une bipolarisation relativement nette, un acteur continue d'en troubler la logique : le RN. D'un côté, il s'inscrit dans une dynamique de droitisation, en concurrence avec la droite classique ; de l'autre, il conserve des ancrages dans des bassins

populaires historiquement situés à gauche. On retrouve ici des formes persistantes de « gauchisme », notamment dans certaines villes du Var comme La Seyne-sur-Mer ou Salerne, où subsistent des héritages ouvriers, syndicaux ou communistes. Le RN est ainsi à la fois un acteur de la droitisation et un facteur de désalignement social du clivage :

Au total, les municipales 2026 dessinent un clivage gauche-droite largement reconstitué, fortement polarisé, mais imparfaitement stabilisé. Presque cohérent dans sa structure politique, il demeure encore perturbé dans ses ancrages sociaux. C'est sans doute là que se joue la période : dans cet écart entre une lisibilité politique retrouvée et une recomposition sociale inachevée.

Municipales 2026

LE LAB POLITIQUE & OPINION



LFI aux municipales : fonction tribunitienne, frappes d'intensité, nouvelle centralité

The loudest voice : la fonction tribunitienne portée à haute intensité

LFI n'a pas simplement occupé l'espace, elle l'a surtout saturé. Mais il ne s'agit pas uniquement d'une stratégie de communication. Il s'agit plutôt de l'actualisation d'une fonction tribunitienne, telle que l'avait pensée Georges Lavau : porter la voix de ceux qui ne l'ont pas, en la portant beaucoup plus fort que les autres — notamment et surtout dans le cas de Jean-Luc Mélenchon.

D'où cette impression de surchauffe permanente, qui tient à plusieurs éléments : conflictualité élevée, enchaînement de séquences, mobilisation continue des réseaux sociaux, incarnation poussée, parfois jusqu'à la sur-empathie. Il ne s'agit pas seulement de représenter, mais de parler comme les autres, pour les autres — et surtout de parler plus fort. C'est une véritable politique du volume, où l'intensité fait exister.

Des frappes d'intensité : très peu de villes, mais quelques victoires symboliques importantes

Les municipales sont très claires : très peu de villes — même pas une dizaine — mais deux victoires particulièrement nettes. À Saint-Denis / Pierrefitte-sur-Seine, la victoire intervient dès le premier tour ; à Roubaix, elle est acquise quasiment dès le premier tour.

Nous ne sommes pas dans une logique de diffusion, mais dans une logique de travail chirurgical, inscrit dans des écosystèmes politiques spécifiques. LFI gagne en concentrant l'intensité : forte mobilisation d'un segment, victoire par densité. On peut ainsi parler d'un « vote tribunitien d'intensité », consistant à porter, amplifier et faire monter des expériences sociales jusqu'à leur donner une forme politique décisive.

Une re-hiérarchisation : la “nouvelle France” comme centre

On observe que LFI ne propose pas d'intégrer, mais plutôt de reclasser. Ce qui était périphérique devient central ; ce qui était minoré devient potentiellement structurant. Il ne s'agit donc pas d'une politique de l'inclusion, de l'intégration ou de la reconnaissance, mais bien d'une re-hiérarchisation du récit national.

Cette dynamique relève d'une forme de sur-reconnaissance : il ne s'agit plus de donner une place, mais de redéfinir le centre. La “nouvelle France” est ainsi posée comme centre légitime.

Le triptyque

L'ensemble repose sur un triptyque structurant : volume (fonction tribunitienne), intensité (travail localisé), centralité (re-hiérarchisation). Celui-ci produit un paradoxe clair : des victoires parfois très nettes, mais extrêmement rares ; une capacité à percer, mais non à s'étendre.

Ce qui frappe, enfin, c'est la plasticité du dispositif de communication de LFI. En effet, dans les médias « mainstream », leur registre de radicalité à tendance à se lisser : la conflictualité disparaît, le ton se stabilise.

Comme si la fonction tribunitienne pouvait, à tout moment, se mettre en sourdine pour permettre un élargissement.

C'est dans cette plasticité que se jouera la présidentielle.

Municipales 2026

LE LAB POLITIQUE & OPINION



La survie de la gauche de gouvernement ? Les Gauches (PS–EELV–PC) : du maillage local aux bilans contrastés

Un ancrage territorial qui vient pallier l'absence de stratégie

Si la gauche de gouvernement — en particulier le PS — résiste, c'est davantage par son maillage territorial et son histoire locale, profondément ancrée, que par une stratégie véritablement marquante. Il s'agit d'une politique du temps long, fondée sur la notabilité, reposant à la fois sur un réseau d'élus locaux et sur une connaissance fine des dossiers et des territoires.

Il ne s'agit pas ici de parler fort, mais d'être implanté durablement, avec une forte densité territoriale. La proximité construit la légitimité.

De la vague verte à la sanction gestionnaire : l'écologie à l'épreuve du pouvoir

La "vague verte" de 2020, portée par une aspiration environnementale également liée au contexte du COVID et renforcée par une abstention record, a constitué l'un des marqueurs majeurs des précédentes municipales. Toutefois, la gestion s'est révélée plus complexe.

Des maladresses discursives — à l'image du sapin de Noël qualifié d' « arbre mort » à Bordeaux — ainsi que des mesures parfois clivantes, comme la piétonnisation, ont contribué à brouiller le message, dans un contexte où l'écologie semble devenue secondaire, malgré une urgence climatique toujours plus visible.

La perte de villes symboliques telles que Bordeaux et Strasbourg en témoigne. L'élan est freiné, mais la conservation de Lyon et Grenoble apparaît comme une victoire majeure, sans doute favorisée par l'identité clivante des candidats en compétition, notamment Carignon et Aulas.

L'aspiration écologique demeure, mais sa traduction politique est désormais jugée avec une exigence accrue.

Tension existentielle au cœur de la gauche

Le bloc est aujourd'hui traversé par une tension structurante entre deux pôles qui définissent son identité. D'un côté, la carte de la crédibilité gestionnaire, portée par l'aile sociale-démocrate du PS, visant à se positionner comme une alternative rassurante et compétente face aux excès de LFI. De l'autre, la stratégie d'alliance (NUPES ou NFP), qui pourrait rappeler la gauche plurielle de Lionel Jospin, mais dont la présence de LFI introduit des clivages majeurs.

Cette ligne de fracture engendre d'importantes tensions internes, tant sur le fond — les valeurs — que sur la forme — notamment l'outrance des expressions politiques —, en particulier au sein du PS, aujourd'hui divisé entre partisans d'une union à géométrie variable et tenants d'une ligne d'autonomie.

Il en résulte un dilemme à la fois identitaire et stratégique. Malgré un maillage dense et une base locale puissante, le bilan demeure en demi-teinte au-delà des grandes villes, et la fracture stratégique empêche l'émergence d'une direction claire.

Et pour la suite

La fragmentation des leaderships locaux renvoie directement au débat stratégique qui va structurer le bloc en vue de la présidentielle. La question est désormais existentielle.

Le PS, en particulier, s'expose à un risque d'implosion entre sa culture de gouvernement et sa nouvelle stratégie d'union à gauche, notamment lorsque celle-ci implique LFI. Au-delà de la question centrale de l'incarnation — « qui pour porter le projet ? » —, c'est celle, plus profonde, de la stratégie — « s'unir ou périr, et à quel prix ? » — qui devrait structurer les prochains mois

Municipales 2026

LE LAB POLITIQUE & OPINION



MOUVEMENT
DEMOCRATE

HORIZONS



Des républicains et des centres : illusions et fragmentations ?

Les Républicains reste le parti des villes moyennes mais connaît une érosion sévère.

Sur les 25,8 millions de voix qui se sont exprimées aux premier et seconde tour des dernières élections municipales, dans les communes de plus de 3.500 habitants, le parti Les Républicains arrive en tête des formations partisanes pour le nombre de communes emportées (92 : 61 au premier tour et 31 au second). Même s'il arrive loin derrière les listes Divers droite,

Divers gauche et Divers centre, LR l'emporte très largement sur les autres partis de la droite et du centre. Pour autant le « cru 2026 » pour LR montre une véritable érosion. Plus de 1 million de voix recueillies au total des deux tours en 2020, moins de 800.000 cette année, pour une participation, certes mauvaise, mais 10 points supérieure à celle de 2020. En nombre de villes remportées la baisse est sensible : 77 communes de plus de 3.500 habitants perdus par rapport à il y a 6 ans.

Dans les villes de plus 100.000 habitants, LR gagne dans 5 villes : Argenteuil (le maire sortant Georges Monthron, étiqueté LR en 2020, est désormais « Divers droite ») ; Besançon (victoire de la liste Ludovic Fagaut sur une liste de gauche emmenée par le maire sortant « Les Verts ») ; Boulogne-Billancourt (Pierre-Christophe Baguet, maire-sortant réélu) ; Limoges (Guillaume Guérin l'emporte, il était l'adjoint du maire sortant qui ne se représentait pas) et, sans conteste, connaît une victoire « historique » avec la prise au PS de Clermont-Ferrand (Julien Bony).

Le parti perd néanmoins deux villes emblématiques : Nîmes (au profit du PS) et Saint-Etienne (consécutivement aux démêlés judiciaires et à la condamnation du maire Gaël Perdriau).

Ayant limité les pertes, le président de LR, Bruno Retailleau, se retrouve remis en selle, dans la

compétition interne qu'il a engagé pour la prochaine élection présidentielle.

Horizons : comment faire du Havre un tête de pont et maintenir ses gains

Le parti de l'ancien premier ministre sort de la séquence des municipales 2026 avec un bilan contrasté. Dans les quatre villes de plus de 100.000 habitants qu'il gérait depuis 2020 (Le Havre, Edouard Philippe ; Angers, Christophe Béchu ; Reims, Arnaud Robinet et Nice, Christian Estrosi), il l'emporte dans les trois premières mais connaît la défaite dans la préfecture des Alpes-Maritimes au terme d'une campagne municipale qui a viré au combat fratricide... à moins qu'il ne s'agisse d'un parricide...

Dans la strate des villes entre 50.000 et 100.000 habitants Horizons l'emporte là où était sortant : Vesoul (Alain Chrétien) ; Vannes (David Robo) ; Ajaccio (Stéphane Sbraggia) ; Laon (Eric Delhaye) ; Melun (Kadir Mebarek) ; Angoulême (Xavier Bonnefont) ; Pessac (Franck Raynal) ; Albi (Stéphanie Guiraud-Chaumeil).

Une ville chef-lieu conquise au PS (Périgueux, Michel Cadet) et une autre perdue au profit d'un Divers gauche (La Roche-sur-Yon) : Horizons ne s'en sort pas si mal.

Edouard Philippe, le président d'Horizons, a pris un risque calculé en liant son « futur présidentiel » à sa reconduction dans son fauteuil de maire du Havre. Rejouant ainsi ce que François Hollande avait mis en scène avec la présidence du conseil départemental de la Corrèze avant sa déclaration de candidature à la présidentielle de 2012. La démarche n'est pas sans intérêt. Fort du renouvellement de son onction électorale, même locale, Edouard Philippe, bien que sa formation politique n'ait fait que maintenir ses positions, peut apparaître comme l'un des vainqueurs de la séquence municipale.

Où comment le récit politique qui est écrit après une élection est peut-être le « troisième tour » qui compte le plus...

Le MoDem : la chute de la « maison Bayrou » et pas seulement à Pau

Le parti de François Bayrou qui avait pratiquement disparu, en termes de députés, en 2007 et 2012 a connu un spectaculaire rebond avec l'alliance passée en 2017 entre son fondateur et Emmanuel Macron. Son ancrage territorial (Agen, Mende, Pau – en 2024 -) lui a permis de faire face. C'est surtout dans des alliances avec ses partenaires « naturels » (l'UMP d'abord et LR ensuite) que, dans un certain nombre de villes moyennes, voire de métropoles, le MoDem a pu sauvegarder des sièges

d'élus locaux lui permettant d'ailleurs, au passage, de conserver un groupe significatif, même s'il s'y est « dilué », au Sénat.

Pour le MoDem, la séquence municipale 2026 ressemble fort à une « *annus horribilis* ». Le parti a perdu la ville de son président-fondateur, Pau, de peu certes (344 voix dans une triangulaire) ; Agen (Jean Dionis du Séjour, élu maire depuis 2008, lui aussi battu dans une triangulaire, par moins de 500 voix) et on peut ajouter Mende où le LR Patrice Saint-Léger l'a emporté dans un scrutin où la sortante, MoDem, Régine Bourgade ne se représentait. Même situation à Chaumont au profit d'un candidat sans étiquette et où la maire sortante, Christine Guillemey n'a pas sollicité un second mandat.

Solde de responsabilités nationales, mandat de trop, mauvaise gestion politique de la succession : le parti de François Bayrou a accumulé les déboires dans cette élection, à l'image de son chef qui entame désormais le crépuscule d'une vie politique longue de plus de 45 années.

Le parti présidentiel Renaissance : entre esquive et victoires symboliques.

De toutes les formations politiques représentées à l'Assemblée nationale, Renaissance figure parmi celles

qui ont obtenu le moins de suffrages dans les communes de plus de 3.500 habitants. En paraphrasant le grand Corneille on dira ici « *Qu'à ne pas avoir voulu vaincre, on a fort peu gagné sans gloire* »... Ce qui n'enlève rien, localement, aux gains obtenus de haute lutte par des têtes de liste « macronistes » qui ont surtout fait en sorte de dissimuler cette étiquette devenue un stigmate électoral.

Il se trouve que les victoires de Thomas Cazenave à Bordeaux, à la tête d'une large coalition de la droite (Renaissance, LR, MoDem, Horizons et Parti Radical) et d'Antoine Armand à Annecy, tous les deux contre une coalition sortante « Vert-Rose-Rouge » vainqueur en 2020, suffit presque à redonner des couleurs au parti dirigé par Gabriel Attal.

En dehors de la réélection de Denis Thuriot à Nevers et de la large victoire de Stéphane Mazars dans la préfecture de l'Aveyron, Rodez, sur un maire sortant Divers centre, la moisson est bien maigre pour Renaissance. Là encore elle n'interdit pas, pour son secrétaire général d'engager sa campagne pour l'Elysée en 2027.

Le « cas Moudenc » à Toulouse

Impossible à classer au sein des différentes sensibilités de la droite et du centre, Jean-Luc Moudenc, maire sortant de Toulouse qui a sans doute utilisé toutes les étiquettes politiques possibles dans cette partie de la scène politique, a résisté à la forte pression de la gauche et de l'extrême-gauche réunie au second tour derrière le tête de liste LFI... Dans une ville largement acquise à la gauche aux élections nationales, Moudenc s'inscrit dans la tradition des Baudis (père et fils) qui ont su se faire élire à l'inverse des scrutins nationaux dans la « ville rose ».

Une Union des centres et de la droite, au plan national, encore très hypothétique.

Un sondage Elabe pour « La Tribune Dimanche » publié le 29 mars 2026 teste plusieurs configurations d'alliances pour la candidature à la présidentielle de 2027. Celle consistant en une alliance entre le camp présidentiel (Renaissance, MoDem, Horizons) et Les Républicains recueille 36% d'opinions favorables, à un point seulement d'une autre alliance, celle qui correspondrait à l'union des droites entre le RN et LR...

On voit bien malgré un large appel de 90 ministres, députés et sénateurs Renaissance, LR, Horizons et MoDem, publié dans les mêmes colonnes de « La Tribune Dimanche », ce même jour, qu'une convergence des candidatures, de la droite et du centre, vers une

seule et même personne, qui serait une reproduction des alliances passées localement lors municipales 2026 est, à tout le moins, hypothétique et loin d'être formellement acquise...

Municipales 2026

LE LAB POLITIQUE & OPINION



Le vote RN : une ligne Maginot électorale

“Deepening rather than broadening”

Nous observons une dynamique de densification là où le RN est déjà fortement implanté. En effet, le RN enregistre des taux de réélection très élevés, des gains importants, plus de 70 mairies en lien avec l'UDR, ainsi que des résultats très élevés dans plusieurs villes, y compris là où il ne remporte pas la victoire, comme à Draguignan (Var).

Le RN se densifie là où il est déjà fort. Nous sommes face à une logique de condensation territoriale : le maillage se resserre dans les bastions. À l'inverse, il ne parvient

quasiment pas à pénétrer les territoires où il est déjà faible, à quelques exceptions près, comme La Flèche. La diffusion demeure ainsi inégale et non homogène.

D'un côté, une densification des places fortes ; de l'autre, un maillage qui ne s'opère pas. Dans les territoires denses, le vote RN est désormais installé, consolidé et réaffirmé.

Un débat dépassé ?

Dans ce contexte, le débat entre vote protestataire et vote d'adhésion apparaît largement dépassé. Il était d'ailleurs fragile dès l'origine, dans la mesure où protestation et adhésion peuvent parfaitement coexister.

Là où le RN progresse, il s'agit désormais d'un vote d'ancrage et de réaffirmation.

Le RN comme « vote de frontière »

L'un des éléments les plus éclairants de sa géographie électorale réside dans cette logique de « vote de frontière ».

Au sud, sur l'arc méditerranéen, ce vote se nourrit de plusieurs facteurs entremêlés : une forte immigration, un tourisme massif, des circulations permanentes, ainsi

que des identités locales fortement affirmées. Il en résulte à la fois un sentiment de saturation et un sentiment de dépossession.

Au nord et à l'est, la configuration diffère, mais la logique de fond demeure. Elle s'articule autour des frontières avec la Belgique, l'Allemagne et le Luxembourg, de dynamiques migratoires, de formes de concurrence économique, de fiscalités différenciées, de la présence de travailleurs frontaliers, ainsi que de processus de désindustrialisation. Ici, le vote de frontière renvoie à une mise en concurrence directe, à une fragilisation économique et à une autre forme de dépossession.

Les configurations ne sont pas identiques, mais elles produisent un effet politique similaire : des territoires traversés, exposés, mis sous pression. C'est précisément dans ces espaces que le RN s'ancre durablement.

Un plafond de verre élitaire encore en place ?

Malgré cette dynamique, le RN continue de se heurter à des résistances structurantes. Les élites économiques, tant locales que nationales, manifestent une réticence à lui confier les leviers de pouvoir — comme l'illustre, par exemple, le cas de Toulon. Par ailleurs, les professions intellectuelles et culturelles opposent une résistance idéologique forte, largement orientée à gauche.

Or, une formation politique ne conquiert pas durablement le pouvoir sans parvenir à entamer au moins l'un de ces deux segments, sans compter la contrainte que représente l'Union européenne. C'est sans doute à ce niveau que se situe le véritable plafond de verre élitair du RN.

Cependant, ce plafond apparaît aujourd'hui sous tension. Commence-t-il à se fissurer ? Les recompositions politiques en cours, les stratégies d'alliance et le rôle potentiel de l'UDR comme passerelle posent la question de savoir si le RN est en mesure de franchir ce seuil, ou s'il se heurte encore à une limite structurelle.

Municipales 2026

LE LAB POLITIQUE & OPINION



Reconquête aux municipales : Une survie politique par défaut

Au soir du premier tour, Eric Zemmour clamait, pour Reconquête ! « 100 » mairies gagnées. Un chiffre qu'aucun « fact-checker » n'a pu corroborer. Le quotidien Libération en identifie 9, dans des villages de moins de 1000 habitants. Conformément à la consigne donnée par le patron de R! de présenter des candidats non seulement dans 8 villes (plus Paris) très denses – choisies sur la base des scores du parti aux législatives et aux européennes de 2024 – mais aussi dans des « villages ruraux ».

Un vote sans traduction institutionnelle

Dans les grandes villes, seulement 7 listes ont finalement concouru (Paris ; Toulouse ; Mulhouse ; Narbonne ; Bordeaux ; Nice ; Evreux).

C'est dans la capitale que le résultat est le meilleur (10,04 %), mais le retrait, avant le second tour, de la liste menée par Sarah Knafo ne lui permet pas d'avoir d'élus au Conseil de Paris.

Les résultats aux conseils d'arrondissement montrent que, même lorsqu'ils sont élevés (16ème : 22,53 % ; 8ème : 12,98 %), ils n'empêchent pas la large réélection, dans le premier cas du maire LR dès le premier tour, et dans le second, de la candidate LR adoubée par Rachida Dati, qui obtient 40 % au premier tour et gagne au second malgré la concurrence de la maire sortante (DVD).

Ne pouvant se prévaloir que de 4 sièges de conseiller du 16ème arrondissement, Reconquête est ainsi neutralisé pour les six ans à venir.

Un parti sans territoire

En province et en banlieue parisienne, c'est Jean Tosello qui obtient le meilleur score avec 3,29 % à Plan-de-

Cuques (Bouches-du-Rhône), suivi par Jean Messiha à Evreux (3,04 %).

Un total de 16 listes, dont celles citées plus haut, étaient identifiables comme liées au parti en raison de leur intitulé : « A la reconquête de ». Les scores sont bien inférieurs à ceux des scrutins antérieurs, acquis sur le nom des deux figures emblématiques du parti.

Même dans l'ouest et le sud-est parisiens résidentiels, en l'absence de fortes tensions locales, avec des enjeux de sécurité et d'immigration très secondaires, la droite traditionnelle gagne largement. En témoignent les scores de Reconquête à Rueil-Malmaison (8,81 %) ; Versailles (3,45 %) ; Levallois (4,97 %) ; Neuilly-sur-Seine (9,5 % et deux sièges) ; Saint-Mandé (8,36 % et un siège).

Le mythe du “vote juif”

Ces scores, dans ces villes où (à l'exception des deux premières) la communauté juive est nombreuse, prouvent en outre que l'hypothétique « vote juif » n'a pas fait basculer le résultat en faveur du mouvement, pas davantage qu'à Paris 17ème (où la tête de liste était pourtant une transfuge de l'équipe sortante et n'obtient que 9,27 %).

Une survie politique par défaut

Les autres élus de Reconquête le sont donc sur des listes d'union des droites, mais avec des résultats limités. Ainsi à Bourg-en-Bresse face au PS, avec 15,49 % et 3 élus, mais aussi à Saint-Brieuc (4,11 % et un élu).

R! est à ce jour, localement, dans une très faible dynamique.

Municipales 2026

LE LAB POLITIQUE & OPINION

La théorie des
empêchements



Municipales 2026 - Présidentielle 2027

Les élections - dont ces dernières municipales - sont le plus souvent lues comme des indicateurs de rapports de force. Cette lecture descriptive, centrée sur les niveaux de performance électorale, reste cependant insuffisante pour saisir la dynamique des systèmes politiques contemporains.

Il est possible de proposer un déplacement analytique.

Plutôt que de s'interroger sur ce que les élections permettent, il s'agit d'identifier ce qu'elles empêchent. Cette perspective conduit à envisager les configurations électorales - et les élections municipales fournissent en

l'espèce un formidable terrain - comme des révélateurs de limites structurelles internes aux forces politiques.

Un empêchement ne désigne ni un manque, ni un simple plafond de verre entendu comme constat quantitatif. L'usage courant de cette notion tendant souvent à figer l'analyse au niveau des résultats. Or, l'enjeu porte sur les mécanismes qui produisent ces plafonds.

L'empêchement renvoie précisément à ces mécanismes : il désigne une limite interne, inscrite dans les logiques mêmes d'une force politique, qui entrave sa capacité à transformer ses ressources en dynamique de conquête et à gagner...

Nous proposons de distinguer quatre formes d'empêchement.

- **Un empêchement d'extension**, qui renvoie à la difficulté à élargir au-delà d'un socle électoral donné.
- **Un empêchement d'acceptabilité ou de gouvernabilité**, qui tient à la difficulté à être perçu comme capable d'exercer le pouvoir, notamment du point de vue - notamment - des élites économiques, culturelles ou institutionnelles.

- **Un empêchement d'incarnation**, qui renvoie à la difficulté à produire simultanément un leadership et un récit politique stabilisé, un narratif, un imaginaire
- **Un empêchement d'autonomie**, qui désigne la difficulté à exister sans dépendance ou à construire des alliances permettant la transformation d'un score en majorité.

Ces 4 différentes formes ne sont, bien sûr pas exclusives les unes des autres. Elles peuvent se cumuler et se renforcer.

L'intérêt de cette grille apparaît lorsqu'elle est rapportée à des configurations empiriques. Ce que je propose de faire ici, via 4 blocs /partis

La ligne Maginot

Le cas du Rassemblement national doit être apprécié comme relevant d'un « **vote de frontières** », structuré par une géographie électorale spécifique et relativement stable - périphérie frontalière : Belgique Italie Méditerranée ... - ceci peut être assimilé à une forme de ligne Maginot électorale.

À cette structuration territoriale s'ajoute un empêchement d'acceptabilité, lié à un verrouillage

persistant de certaines élites, qui limite la conversion de cette base en majorité politique.

The loudest voice

La dynamique portée par La France insoumise repose sur une intensification du registre conflictuel et une forte présence discursive, que l'on peut qualifier de the loudest voice. Cette stratégie constitue une ressource en termes de visibilité et de mobilisation. Elle produit simultanément un empêchement d'extension, dans la mesure où le niveau de conflictualité tend à renforcer les frontières symboliques.

Solférino ou La dépossession

Le Parti socialiste présente une configuration distincte, que l'on peut analyser en termes de dépossession. La vente de Solférino constitue à cet égard un moment symbolique structurant. Elle marque une perte de centralité, non seulement organisationnelle, mais aussi politique et imaginaire. Cette dépossession affecte la capacité du parti à se penser comme pivot, et contribue à un empêchement d'incarnation et d'autonomie.

Quel barycentre ?

Enfin, les configurations associant la droite et le centre peuvent être caractérisées par un barycentre introuvable. Malgré des ancrages locaux solides, la multiplicité des lignes, des figures et des stratégies rend difficile l'identification d'un centre de gravité politique. Cette instabilité produit un empêchement d'incarnation, dans la mesure où aucune ligne ne parvient à structurer l'ensemble.

Ces différents cas ne renvoient pas à une hiérarchie simple entre forces dominantes et forces faibles. Ils mettent en évidence un système dans lequel chaque configuration politique produit, en même temps que ses ressources, les conditions de ses propres limites.

Dans cette perspective, les élections ne peuvent être réduites à une mesure des rapports de force. Elles apparaissent comme des révélateurs de ces empêchements, c'est-à-dire des mécanismes internes qui rendent la transformation politique incertaine. C'est certainement sur ces empêchements que les blocs doivent jouer pour espérer.

L'intérêt pour les municipales & le poids des enjeux dans l'élection

(pour rappel Janvier 2026)

